



**PRÉFET
DE LA SEINE-
MARITIME**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction régionale de l'environnement,
de l'aménagement et du logement
de Normandie**

Arrêté préfectoral complémentaire du 25 NOV. 2024 autorisant le changement d'exploitant présenté par la société CEMEX GRANULATS pour la reprise de l'exploitation de la carrière de sables et de graviers alluvionnaires située sur la commune d'ANNEVILLE-AMBOURVILLE aux lieux-dits « Prairie du Rouage », « Prairie du Brésil », « Le Manoir Brésil », « Le Marais Brésil », « Ferme du Manoir Brésil », « Le Chêne Bénard », « La Grève » et « Route de Bourg-Achard » anciennement exploitée par la société LAFARGE HOLCIM GRANULATS

**Le préfet de la région Normandie, préfet de la Seine-Maritime,
Chevalier de la Légion d'honneur,
Officier de l'Ordre National du Mérite,**

- Vu le code de l'environnement, notamment les articles L. 181-15, L. 516-1, R.181-47 et R. 516-1 ;
- Vu le code des relations entre le public et l'administration ;
- Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements ;
- Vu le décret du Président de la République du 11 janvier 2023 portant nomination de M. Jean-Benoît ALBERTINI, préfet de la région Normandie, préfet de la Seine-Maritime ;
- Vu l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 modifié relatif aux exploitations de carrières ;
- Vu l'arrêté ministériel du 9 février 2004 modifié relatif à la détermination du montant des garanties financières de remise en état des carrières prévues par la législation des installations classées ;
- Vu l'arrêté du 31 juillet 2012 relatif aux modalités de constitution de garanties financières prévues aux articles R. 516-1 et suivants du code de l'environnement ;
- Vu les actes antérieurs et notamment l'arrêté préfectoral du 2 septembre 1997 modifié par l'arrêté préfectoral du 19 novembre 2014, autorisant la société LAFARGE HOLCIM GRANULATS FRANCE à procéder à l'extension de la carrière de sables et graviers sur le territoire de la commune d'ANNEVILLE-AMBOURVILLE aux lieux-dits « La Prairie du Rouage », « La Grève », « Le Marais Brésil », « La Prairie du Brésil » ;
- Vu l'arrêté préfectoral du 19 février 2009 modifiant les conditions d'exploitation de l'installation de traitement des granulats de la société LAFARGE HOLCIM GRANULATS, installation de traitement située au lieu-dit « Les Nouettes »-RD45-76480 ANNEVILLE-AMBOURVILLE ;
- Vu l'arrêté préfectoral du 17 avril 2013 autorisant la société LAFARGE GRANULATS à renouveler l'exploitation de la carrière de sables et graviers alluvionnaires sise au lieu-dit « Le Marais Brésil » sur la commune d'ANNEVILLE-AMBOURVILLE et à exploiter la bande des 10 mètres située en limite sud du site afin de réunifier les deux plans d'eau situés sur les communes d'ANNEVILLE-AMBOURVILLE et YVILLE-SUR-SEINE ;
- Vu l'arrêté préfectoral du 2 avril 2019 portant prescriptions complémentaires suite à la demande de prolongation de l'autorisation préfectorale d'exploitation de la carrière sise aux lieux-dits « La Prairie du Rouage », « La Grève », « Le Marais Brésil » et « La Prairie du Brésil » à ANNEVILLE-AMBOURVILLE, déposée par la société LAFARGE HOLCIM GRANULATS ;

- Vu l'arrêté préfectoral du 9 septembre 2021 prescrivant à la société LAFARGE HOLCIM GRANULATS un audit pour une gestion optimisée des flux d'eau sur son site situé sur la commune d'ANNEVILLE-AMBOURVILLE ;
- Vu l'arrêté préfectoral du 4 octobre 2021 autorisant le renouvellement et l'extension de la carrière de sable et de graviers alluvionnaires située sur la commune d'ANNEVILLE-AMBOURVILLE aux lieux-dits « Prairie du Rouage », « Prairie du Brésil », « Le Manoir Brésil », « Le Marais Brésil », « Ferme du Manoir Brésil », « Le Chêne Bénard », « La Grève » et « Route de Bourg-Achard » par la société LAFARGE HOLCIM GRANULATS ;
- Vu l'arrêté n° 24-070 du 20 novembre 2024 portant délégation de signature à Mme Hélène HESS, sous-préfète chargée de mission, secrétaire générale adjointe, chargée de l'intérim des fonctions de secrétaire générale de la préfecture de la Seine-Maritime, sous-préfète de Rouen ;
- Vu le procès-verbal de récolement partiel établi par l'inspection le 21 septembre 2017 conformément à l'article R. 512-39-3-III du code de l'environnement pour la partie sud des terrains de la carrière (pour une superficie de 12 ha 90 a 08 ca) ;
- Vu la demande du 18 septembre 2024 par laquelle la société CEMEX GRANULATS, dont le siège social est situé 13 rue du Capricorne 94583 RUNGIS Cedex, sollicite l'autorisation de changement d'exploitant de la carrière de sables et de graviers alluvionnaires, de l'installation de traitement des matériaux et de la station de transit actuellement exploitées par la société LAFARGE HOLCIM GRANULATS et situées sur la commune d'ANNEVILLE-AMBOURVILLE au bénéfice de la société CEMEX GRANULATS ;
- Vu la promesse de vente du 5 septembre 2024 transmise à la DREAL le 18 septembre 2024 actant la promesse de cession des parcelles suivantes de la société LAFARGE HOCIM GRANULATS au bénéfice de la société CEMEX GRANULATS :
 - sur la commune d'ANNEVILLE-AMBOURVILLE :
 - section D : parcelles n°275, 360, 365, 368, 372, 431, 463, 617, 618, 619, 684, 712, 712, 715, 717, 719, 721, 722, 724, 726, 735, 736, 737, 740, 750, 751, 813, 817, 851, 852, 853, 854, 865, 880, 726 ;
 - section B : parcelles n° 288, 289, 359, 1101 ;
 - section C : parcelles n° 1, 2, 3, 14, 15, 18, 20, 88, 89, 90, 104, 113, 121, 182, 183, 192, 193, 211, 216, 218, 219, 236, 237, 242, 243, 247, 250, 251, 253, 254, 258, 282, 283, 678, 679, 681, 710, 712, 733 ;
 - 003 section A : parcelles n°1, 4, 52, 61, 62, 67, 68, 74, 75, 79, 240, 469 ;
 - 003 section B : parcelles n° 39, 45, 48 ;
 - sur la commune de BERVILLE SUR SEINE :
 - section B : parcelles n° 125, 374, 375 ;
 - sur la commune d'YVILLE SUR SEINE :
 - section A : parcelle n° 99 ;
- Vu le rapport de l'inspection des installations classées du 21 novembre 2024 ;
- Vu la transmission du projet d'arrêté préfectoral faite à l'exploitant le 22 novembre 2024 ;
- Vu l'absence d'observation formulée par l'exploitant par courriel du 22 novembre 2024 ;

CONSIDÉRANT :

que le changement d'exploitant sollicité dans la demande susvisée ne constitue pas une modification substantielle des installations et des conditions d'exploitation autorisées, ni un changement substantiel dans les circonstances de fait et de droit ayant présidé à la délivrance de l'autorisation initiale accordée à LAFARGE HOLCIM GRANULATS ;

que la demande d'autorisation de changement d'exploitant déposée par la société CEMEX GRANULATS atteste des capacités techniques et financières de celle-ci ;

que les garanties financières seront constituées et justifiées auprès de l'administration après la notification du présent arrêté, en premier lieu les garanties financières afférentes à la 1^{ère} période quinquennale d'exploitation devant prendre fin le 4 octobre 2026 ;

qu'en outre, le changement d'exploitant s'accompagne d'une cession du site de la carrière au bénéfice de la société CEMEX GRANULATS et que la vente est programmée le 29 novembre 2024 ;

que dans ce cadre, la société CEMEX GRANULATS pourra justifier de la maîtrise foncière ;

que les conditions d'exploitation, telles qu'elles sont définies par le présent arrêté permettent de prévenir les dangers et inconvénients de l'installation pour les intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement, notamment pour la commodité du voisinage, pour la santé, la sécurité, la salubrité publique et pour la protection de l'environnement ;

qu'il convient, aux termes de l'article L. 181-15 du code de l'environnement, de prendre acte de cette modification de changement d'exploitant par un arrêté de prescriptions complémentaires ;

que les conditions légales de délivrance de l'autorisation sont réunies ;

Sur proposition de la secrétaire générale de la préfecture de la Seine-Maritime

ARRÊTE

Article 1^{er} – Autorisation de changement d'exploitant

La société CEMEX GRANULATS (Siret : 552 005 969 00415) , dont le siège social est situé 13 rue du Capricorne - 94583 RUNGIS Cedex, est autorisée à se substituer à la société LAFARGE HOLCIM GRANULATS (Siret : 562 110 820 00015), dont le siège social est situé 14-16, boulevard Garibaldi – 92130 ISSY-LES-MOULINEAUX, pour l'exploitation de la carrière de sable et de graviers alluvionnaires située sur la commune d'ANNEVILLE-AMBOURVILLE aux lieux-dits « Prairie du Rouage », « Prairie du Brésil », « Le Manoir Brésil », « Le Marais Brésil », « Ferme du Manoir Brésil », « Le Chêne Bénard », « La Grève » et « Route de Bourg-Achard ».

Ce transfert d'exploitation s'exerce dans l'intégralité des droits et obligations attachés à l'autorisation environnementale délivrée à la société LAFARGE HOLCIM GRANULATS par les arrêtés préfectoraux du 4 octobre 2021, du 19 février 2009 et des arrêtés préfectoraux susvisés pris antérieurement.

Article 2– Garanties financières

Dans un délai de 1 mois suivant la notification du présent arrêté, la société CEMEX GRANULATS adresse au préfet le document attestant la constitution des garanties financières établies dans les formes prévues par l'arrêté ministériel du 31 juillet 2021.

Article 3– Affichage

Une copie du présent arrêté est tenue au siège de l'exploitation, à la disposition des autorités chargées d'en contrôler l'exécution et est affiché en permanence, de façon visible, sur le site de l'exploitation.

Article 4 – Surveillance

La carrière est soumise à la surveillance de l'inspection des installations classées, ainsi qu'à l'exécution de toute mesure ultérieure que l'administration jugerait nécessaire d'ordonner dans l'intérêt de la sécurité et de la salubrité publique.

Article 5 – Sanctions

Les infractions ou l'inobservation des conditions légales fixées par le présent arrêté entraînent l'application des sanctions pénales et administratives prévues par le titre VII du livre I du code de l'environnement.

Article 6 – Changement d'exploitation et cessation d'activité

Au cas où la société est amenée à céder son exploitation, le nouvel exploitant ou son représentant présente aux services préfectoraux une demande d'autorisation sous les formes prévues à l'article R. 516-1 du code de l'environnement.

S'il est mis un terme au fonctionnement de l'activité, l'exploitant est tenu d'en faire la déclaration conformément aux articles R. 512-39-1 et R. 512-39-5 du code de l'environnement dans le délai de six mois au moins avant la date de cessation, et de prendre les mesures qui s'imposent pour remettre le site dans un état tel qu'il ne s'y manifeste aucun des dangers ou inconvénients mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement.

Article 7 – Délais et voies de recours

Les délais de caducité de l'autorisation environnementale sont ceux mentionnés à l'article R.181-48 du code de l'environnement.

La présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Conformément aux dispositions de l'article R. 181-50 du code de l'environnement, et sans préjudice de l'article L. 411-2 du code des relations entre le public et l'administration, elle peut être déférée à la juridiction administrative compétente (Tribunal administratif de Rouen) :

1. Par le pétitionnaire ou exploitant, dans un délai de deux mois à compter du jour où ladite décision leur a été notifiée ;
2. Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3 du code de l'environnement, dans un délai de deux mois à compter de :
 - l'affichage en mairie dans les conditions prévues au 2° de l'article R. 181-44 du code de l'environnement ;
 - la publication de la décision sur le site internet de la préfecture prévue au 4° du même article.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

En application de l'article L. 181-17 du code de l'environnement, l'auteur du recours est tenu, à peine d'irrecevabilité, de le notifier à l'auteur de la décision et au bénéficiaire de la décision.

Pour les décisions mentionnées à l'article R. 181-51 du code de l'environnement, l'affichage et la publication mentionnent l'obligation de notifier tout recours administratif ou contentieux à l'auteur de la décision et au bénéficiaire de la décision, à peine, selon le cas, de non prorogation du délai de recours contentieux ou d'irrecevabilité du recours contentieux.

Les tiers qui n'ont acquis ou pris à bail des immeubles ou n'ont élevé des constructions dans le voisinage d'une installation classée que postérieurement à l'affichage ou à la publication de l'acte portant autorisation de cette installation ou atténuant les prescriptions primitives ne sont pas recevables à déférer ledit arrêté à la juridiction administrative.

Conformément aux dispositions de l'article R. 414-2 du code de la justice administrative, les personnes de droit privé autres que celles chargées de la gestion permanente d'un service public non représentées par un avocat, peuvent adresser leur requête à la juridiction par voie électronique au moyen d'un téléservice accessible par le site www.telerecours.fr. Ces personnes ne peuvent régulièrement saisir la juridiction par voie électronique que par l'usage de ce téléservice.

Article 8 – Publicité

Conformément aux dispositions de l'article R. 181-44 du code de l'environnement :

1. Une copie du présent arrêté est déposée à la mairie de la commune d'ANNEVILLE-AMBOURVILLE, et peut y être consultée ;
2. Un extrait de cet arrêté est affiché à la mairie de la commune d'ANNEVILLE-AMBOURVILLE pendant une durée minimum d'un mois. Le maire d'ANNEVILLE-AMBOURVILLE fait connaître, par procès-verbal adressé à la préfecture de la Seine-Maritime, l'accomplissement de cette formalité ;
3. L'arrêté est publié sur le site internet de la préfecture de la Seine-Maritime pendant une durée minimale de quatre mois.

L'information des tiers s'effectue dans le respect du secret de la défense nationale, du secret industriel et de tout secret protégé par la loi.

Article 9 – Exécution

La sous-préfète chargée de mission, secrétaire générale adjointe, secrétaire générale de la préfecture de la Seine-Maritime, sous-préfète de Rouen par intérim, le maire de la commune d'ANNEVILLE-AMBOURVILLE, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Normandie, et l'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement de Normandie sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie est adressée à la société CEMEX GRANULATS.

Fait à ROUEN, le

25 NOV. 2024

Le préfet,

Pour le préfet et par délégation
la secrétaire générale adjointe



Hélène HESS

